

Cote du document: EB 2015/115/R.14/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 6 c)
Date: 15 septembre 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République d'Ouzbékistan pour le Projet de développement des filières laitières

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Frits Jepsen
Chargé de programme de pays
Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2675
courriel: f.jepsen@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent quinzième session
Rome, 15-16 septembre 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	4
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	9
C. Résumé des avantages et analyse économique	11
D. Durabilité	11
E. Identification et atténuation des risques	11
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	12
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	12
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	13
VII. Recommandation	13
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	8

Sigles et acronymes

FCPP	Forum pour la collaboration public-privé
PDFL	Projet de développement des filières laitières
S&E	Suivi-évaluation
BGP	Bureau de gestion du projet
IFP	Institutions financières participantes

Republic of Uzbekistan

Dairy Value Chains Development Project President's report

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 05/08/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.



République d'Ouzbékistan

Projet de développement des filières laitières

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République d'Ouzbékistan
Organisme d'exécution:	FIDA
Coût total du projet :	39,4 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	17 millions de DTS (équivalant approximativement à 23,9 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,5 million de DTS (équivalant approximativement à 0,7 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes: Délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
Source de cofinancement:	Institutions financières participantes
Montant du cofinancement:	7,3 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	0,3 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	7,3 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République d'Ouzbékistan pour le Projet de développement des filières laitières, telle qu'elle figure au paragraphe 48.

Proposition de prêt et don à la République d'Ouzbékistan pour le Projet de développement des filières laitières

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République d'Ouzbékistan est un pays enclavé qui se classe dans la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire, avec un revenu national brut par habitant de 1 880 USD en 2013. Le pays compte 30,7 millions d'habitants (2014), dont une proportion importante (environ 60%) vit dans des communautés rurales et exerce des activités en rapport avec l'agriculture. Le secteur agricole représente environ 25% des emplois du pays, et sa part dans le PIB est estimée à 17,6% (2014). Alors que, sur le plan alimentaire, l'Ouzbékistan est globalement autosuffisant et que sa balance commerciale est dans l'ensemble équilibrée, le pays dépend des importations pour certains produits alimentaires, et l'État contrôle la production de blé, afin d'assurer la sécurité alimentaire, ainsi que la production de coton, qui constitue une source de devises. Le coton et les céréales sont les principales cultures de l'Ouzbékistan, tandis que les produits horticoles, les fruits, les légumes et l'élevage sont des sources de revenus importantes pour les familles rurales (l'élevage représente environ 40% de la production agricole brute).
2. L'indice de développement humain de l'Ouzbékistan s'établit à 0,661 (2013), ce qui place le pays en 116^e position (soit un développement humain moyen). L'espérance de vie moyenne a augmenté, passant à 69 ans en 2012; le pays se rapproche donc du niveau des pays développés (Organisation mondiale de la santé). Les taux de mortalité infanto-juvénile et maternelle ont diminué dans les mêmes proportions. Environ 16% de la population de l'Ouzbékistan est considérée comme pauvre, sur la base du seuil de pauvreté arrêté par les pouvoirs publics. Soixante-quinze pour cent de la population pauvre du pays vit dans des communautés et régions rurales défavorisées. Cette pauvreté est liée à la faible productivité de l'agriculture et au caractère peu structuré des marchés du travail en milieu rural. L'accès insuffisant aux moyens de production, aux infrastructures, à l'énergie, à la terre et à l'eau, ainsi qu'aux services techniques et financiers, figure parmi les facteurs qui expliquent la productivité limitée et la pauvreté, qui affectent plus particulièrement les femmes et les jeunes vivant en milieu rural.
3. Les principaux objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté du Gouvernement ouzbek sont définis dans la seconde phase de la Stratégie d'amélioration de la qualité de vie, qui couvre la période 2013-2015. Cette stratégie poursuit un triple objectif: renforcer l'efficacité du secteur agricole, réduire les niveaux de pauvreté à l'échelle nationale et au sein des populations rurales, et développer la coopération avec les institutions internationales de développement. Les objectifs spécifiques en matière de développement rural sont notamment les suivants: i) intensifier les réformes structurelles dans le secteur agricole et diversifier la production agricole; ii) accélérer la modernisation du secteur; et iii) encourager l'expansion du secteur agroalimentaire tout en développant la transformation des matières premières agricoles locales. Le soutien financier aux petites et moyennes exploitations, notamment aux paysans dehkan (petits producteurs familiaux), figure parmi les priorités de développement du secteur bancaire.

4. Le programme de pays du FIDA poursuivra les objectifs suivants: i) aider les agriculteurs à s'orienter vers une production végétale et animale améliorée et durable qui tire profit des marchés existants et émergents afin de créer des emplois, de développer la base d'actifs et d'accroître les revenus tirés de la production; ii) chercher à réduire autant que possible les risques qui pèsent sur la production des petits paysans grâce au transfert de technologies, à l'appui apporté aux éléments qui sont la clé de la rentabilité des filières de production végétale ou animale et à la mise en place de services financiers adaptés et accessibles permettant de renforcer les actifs. Il se concentrera sur les secteurs et les zones géographiques dans lesquelles les exploitations dehkans prédominent.
- B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement**
5. Le secteur de l'élevage joue un rôle important dans l'économie et la société ouzbèkes. Les petites exploitations dehkan, au nombre de 4,7 millions, assurent l'essentiel de la production, le reste provenant d'exploitations privées à caractère commercial et d'un nombre restreint de coopératives (shirkat). Les paysans dehkan qui possèdent environ 95% des bovins et 83% des caprins et des ovins produisent 95% de la viande, 96% du lait et 89% de la laine. La production animale apporte une contribution importante à la sécurité alimentaire du pays et constitue pour les ménages ruraux un filet de sécurité économique et nutritionnel. Elle leur assure un revenu régulier et une source de protéines de grande qualité, en particulier pour les femmes et les enfants.
 6. Les paysans dehkan alimentent le marché laitier ouzbek (ces petits producteurs familiaux assurent 85% des ventes de lait); toutefois, la production de lait en Ouzbékistan est très en deçà de son potentiel. Dans les exploitations dehkan, il est rare que la production moyenne excède six litres par vache et par jour, alors que la période de lactation ne dépasse pas sept mois.
 7. En ce qui concerne le sous-secteur de l'élevage, les principales difficultés que rencontrent les paysans dehkan sont les suivantes: i) l'accès limité à la terre; ii) le manque de fourrage frais ou conservé, ainsi que sa qualité aléatoire; iii) un accès limité à des services vétérinaires fiables; iv) la faible valeur génétique d'une grande partie du cheptel du pays; v) des conditions sanitaires insuffisantes dans les exploitations agricoles et les unités de transformation; vi) un accès restreint aux transformateurs et, par conséquent, aux marchés; et vii) un accès insuffisant aux services, notamment en matière de conseil technique, de services financiers et de création ou développement d'entreprises. L'essor de producteurs et transformateurs ruraux performants et leur intégration aux marchés existants et émergents sont essentiels pour remédier à ces difficultés.
 8. L'expérience d'autres pays de la région montre que les petits producteurs laitiers peuvent s'intégrer dans une agriculture commerciale lorsque les conditions suivantes sont réunies: i) leur accès à la terre et aux services financiers s'améliore; ii) une formation adaptée est dispensée; iii) le ramassage du lait est organisé; iv) ils établissent des liens avec les entreprises agroalimentaires locales; et v) des incitations financières sont prévues pour favoriser la qualité de la production de lait. Certains agriculteurs dehkan qui assuraient une production artisanale ou familiale peuvent même devenir transformateurs, à condition de s'intégrer à des groupements de paysans dehkan, tout en augmentant les volumes de production de lait (individuels et collectifs) et en améliorant leurs compétences collectives en matière de gestion d'entreprise et de négociation.
 9. L'accès des petits paysans au marché et aux services financiers suppose des incitations adaptées et un appui d'ordre politique. Les interventions indispensables pour aider les paysans dehkan et les petits agriculteurs privés à s'organiser et leur donner les moyens de produire de manière compétitive afin d'alimenter le marché sont les suivantes: i) renforcement des compétences nécessaires pour organiser les activités agricoles et les gérer comme des entreprises; ii) mise au point et

démonstration de technologies axées sur la demande; iii) services d'approvisionnement en intrants et de soutien mieux informés et plus disponibles, notamment en ce qui concerne les services vétérinaires et les services de production; et iv) renforcement des liens au sein de filières compétitives, de manière à améliorer les marges et à gagner des parts de marché.

10. La mise en place des services peut s'organiser dans un premier temps autour des exploitations les plus vastes. L'instauration de liens entre les paysans dehkan et les exploitations commerciales peut les aider à accéder à des aliments de qualité, à la chaîne du froid et aux installations mécanisées pour l'alimentation et le fourrage des animaux, à des connaissances (procédures en matière de qualité), et à des intrants et services essentiels.
11. À l'évidence, dans la filière des produits laitiers, il est nécessaire améliorer l'étape du regroupement du lait afin de favoriser le développement de la transformation laitière. Il faut donc impérativement s'associer avec des entreprises de transformation de produits agricoles, l'objectif étant d'arrêter des normes de qualité pour le lait cru moyennant la mise en place de mécanismes pour le contrôle de la qualité de la livraison. Dans cet esprit, la création de centres de ramassage du lait entraînera différentes retombées favorables au développement des filières, d'une manière générale, mais aussi principalement et directement au profit des petits exploitants vivant à proximité des unités de transformation agroalimentaire. Les centres de ramassage du lait constituent également un lieu adapté où faire converger différentes interventions complémentaires - appui technique, conseil et approvisionnement en intrants, aliments concentrés et fourrage notamment.
12. En s'attaquant à ces difficultés, le projet est pleinement conforme aux objectifs spécifiques relatifs au développement rural inscrits dans la seconde phase de la Stratégie d'amélioration de la qualité de vie, ainsi qu'à la politique d'ensemble d'accentuation des réformes structurelles et de diversification de la production agricole arrêtée par le gouvernement.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

13. Les principaux groupes de population bénéficiaires du projet sont les suivants: i) les paysans dehkan ii) les agriculteurs du secteur privé qui produisent du lait ou du fourrage; iii) les petites et moyennes entreprises locales de transformation de produits laitiers; iv) les fournisseurs d'intrants et prestataires de services du secteur laitier à l'échelle des provinces; v) le personnel des instituts scientifiques et universitaires à l'échelle nationale; et vi) les chômeurs vivant en milieu rural, pour lesquels l'appui apporté par le projet devrait se traduire par des créations d'emplois supplémentaires dans les secteurs de la production agricole et de la transformation. Une attention particulière sera portée à la participation des femmes et des jeunes vivant en milieu rural, individuellement et collectivement, en tant que producteurs de lait et en tant qu'entrepreneurs des secteurs de la transformation et de la commercialisation.
14. Compte tenu de critères sociaux, démographiques et économiques (cheptel et rendements, présence de nouvelles installations de transformation, situation géographique, forte demande de services financiers, présence d'entrepreneurs potentiels au sein des groupes cibles du FIDA, etc.), mais aussi compte tenu des priorités sociales et économiques fixées par le gouvernement, la zone d'intervention du projet se concentrera sur les provinces de Djizak et Kashkadarya. Au départ, les interventions au titre du projet seront mises en œuvre dans les trois rayons (districts) de chaque province retenus pour diversifier la production de blé et de coton en se tournant vers l'élevage et l'horticulture, ainsi que dans les deux rayons entourant respectivement les capitales provinciales de Djizak et Karchi, mais il sera ultérieurement étendu à l'ensemble du territoire de ces deux provinces. Bien que

les femmes fassent dans une large mesure vivre le secteur laitier ouzbek, elles sont généralement invisibles, et leur participation aux filières est limitée, surtout en raison de la répartition traditionnelle des rôles entre hommes et femmes. C'est actuellement à titre d'intermédiaires qu'elles sont le plus actives (traite, élevage de bovins, approvisionnement en lait, revente de produits laitiers et vente sur les marchés), mais aussi en tant que fabricants de produits laitiers à très petite échelle. Il leur est plus difficile d'avoir accès aux moyens nécessaires - initiatives de renforcement des capacités, soutien financier, technologies modernes et matériel par exemple. La stratégie adoptée pour favoriser la parité des sexes dans le cadre du Projet de développement des filières laitières (PDFL) vise à renforcer la participation des femmes et leur rôle à toutes les étapes des filières laitières; à cet effet, le projet favorisera leur accès au crédit et le renforcement des moyens mis à leur disposition, tant sur le plan technique qu'en matière de gestion d'entreprise, à titre de propriétaires et gestionnaires d'exploitations agricoles et d'unités de transformation. La stratégie ne consiste pas seulement à favoriser le rôle des femmes dans la production, mais aussi à les faire progresser au sein des filières en les faisant participer aux activités de transformation, de gestion et de commercialisation et en leur donnant la maîtrise de ces activités. Ce projet favorisera également l'autonomisation des femmes au niveau des ménages en améliorant les relations entre les sexes moyennant l'évolution de l'équilibre au sein des ménages.

B. Objectif de développement du projet

15. Le projet proposé a pour finalité d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales - femmes et hommes - en Ouzbékistan. L'objectif de développement consiste à améliorer la productivité, la compétitivité et l'accès au marché des produits laitiers ouzbeks.

C. Composantes/résultats

16. La mise en œuvre du projet s'articulera autour de deux composantes:
 - a) Composante 1: renforcement des capacités et de l'innovation dans les filières laitières. Trois sous-composantes sont prévues: i) renforcement des capacités des parties prenantes des filières laitières; il s'agit de dispenser une formation technique et une formation à la gestion d'entreprises adaptées aux paysans dehkan (en particulier les femmes qui possèdent et élèvent du bétail), aux agriculteurs exerçant une activité commerciale privée, aux fournisseurs d'intrants et prestataires de services en milieu rural et aux transformateurs de produits laitiers; ii) expérimentation d'innovations technologiques favorisant la mise au point pour la filière laitière de techniques de production, de transformation et de sécurité alimentaire innovantes axées sur la demande, dans le cadre d'activités participatives de recherche appliquée et de démonstration de technologies menées au sein des exploitations ou des unités de production par des instituts universitaires, des instituts de recherche, des sociétés ou des ONG ouzbeks; iii) fonctionnement durable du Forum pour la collaboration public-privé (FCPP), ce qui suppose la mise en place d'un processus itératif de consultation, d'apprentissage permanent et de partenariat dans le cadre d'instances provinciales. Ce volet sollicitera la participation des parties prenantes, hommes et femmes, de l'ensemble des entités publiques et privées actives dans le secteur laitier de chaque oblast (province) ciblé. En raison du caractère expérimental de cette sous-composante, qui consiste à élaborer et tester des approches novatrices de la coopération entre secteur public et secteur privé et de l'apprentissage mutuel, elle sera intégralement financée au moyen du don du FIDA.
 - b) Composante 2: financement du développement de la production et de la transformation laitières. Cette composante permettra aux institutions financières participantes (IFP) d'accroître leurs investissements dans les

filières laitières rentables de la zone du projet dans le cadre des sous-composantes suivantes: i) élaboration de plans d'investissement stratégique pour les filières laitières; et ii) utilisation profitable des fonds à investir dans les filières laitières.

III. Exécution du projet

A. Approche

17. Le PDFL vise à améliorer les actifs et les revenus des acteurs des filières laitières, notamment les paysans dehkan et ceux du secteur privé, les entreprises de transformation de produits laitiers, les fournisseurs d'intrants et prestataires de services et les chômeurs du monde rural. Il permettra de moderniser la production laitière en obtenant des gains d'efficacité et d'efficacité sur le plan technique et en matière de gestion à certaines étapes essentielles des filières laitières:
- i) renforcement des capacités des acteurs des filières, plus particulièrement en ce qui concerne les femmes;
 - ii) expérimentation et mise au point de technologies innovantes;
 - iii) création d'instances pérennes afin de réunir les parties prenantes des filières laitières;
 - et iv) appui technique et financier aux producteurs primaires et aux petits prestataires de services et fournisseurs d'intrants à caractère commercial. Le projet mettra en œuvre ces activités de soutien en appliquant des méthodes de gestion ciblées, induites par la demande et participatives.

B. Cadre organisationnel

18. Le Ministère de l'agriculture et des eaux sera l'organisme d'exécution du projet. La supervision courante de la gestion incombera au bureau de gestion de projet (BGP) fonctionnant sous les auspices de l'Agence de restructuration rurale du Ministère de l'agriculture et des eaux, un organisme public qui a acquis une vaste expérience dans le cadre de l'exécution des projets d'autres institutions internationales de développement et institutions financières internationales, et qui est également chargé de mettre en œuvre le Projet d'appui à l'horticulture financé par le FIDA et de lui apporter un appui opérationnel. Les modalités d'organisation étant analogues à celles adoptées pour le Projet d'appui à l'horticulture, la supervision générale de la gestion incombera à un comité de pilotage du projet composé de représentants des principaux ministères, des autorités régionales et des autres organisations participantes compétentes.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. Le cadre logique du projet servira de référence pour le dispositif global de suivi-évaluation (S&E) axé sur les résultats, qui comporte un suivi de la performance et une évaluation de l'impact. Le responsable du S&E au sein du BGP assumera la responsabilité de ces activités.
20. Le suivi de la performance du projet se concentrera sur les produits matériels et financiers et sur les effets des activités relevant du projet. Le BGP soumettra des rapports d'activité semestriels et annuels rédigés en anglais au gouvernement (Ministère de l'agriculture et de l'eau et Ministère des finances, par l'intermédiaire du comité de pilotage du projet) et au FIDA.
21. L'évaluation de l'impact reposera sur le suivi et l'évaluation participatifs simultanés de l'impact, fondés sur des enquêtes quantitatives répétées associées à des entretiens permettant de cerner les aspects qualitatifs.
22. Des dispositions ont été prises pour apporter une assistance technique internationale et/ou nationale appropriée au BGP – principalement au responsable du S&E et à celui des questions d'égalité des sexes et d'intégration sociale – aussi bien pour la conception initiale des dispositifs permettant de rendre compte des progrès accomplis et de mesurer et d'évaluer l'impact dans un cadre participatif que pour le fonctionnement ultérieur du S&E.

23. Un ensemble d'indicateurs reprenant notamment les indicateurs du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI) est fourni dans le cadre logique (appendice II). Deux indicateurs fondamentaux permettront d'évaluer l'impact du projet : l'indice des biens des ménages et la malnutrition des enfants. Pour ces deux indicateurs, les sources de données comprendront probablement: i) le Comité d'État pour les statistiques; ii) le Centre de recherche en économie; iii) le Ministère de la santé; et iv) la base de données de S&E du projet.
24. Ces indicateurs seront utilisés pour établir l'enquête de référence du projet, qui aura pour objet de déterminer des valeurs de référence afin de comparer les séries chronologiques correspondant aux bénéficiaires du projet et aux populations "témoins" qui n'en ont pas bénéficié. Le responsable du S&E procédera par la suite à des enquêtes successives. Les données ainsi obtenues seront complétées, le cas échéant, à la faveur d'échanges réguliers avec le Comité d'État pour les statistiques et les enquêtes de mesure du niveau de vie réalisées avec le concours de la Banque mondiale. Toutes les données de S&E seront décomposées par sexe et évaluées au regard du ciblage du projet et des listes de vérification relatives à la parité des sexes.
25. Le responsable du S&E au sein du BGP compilera les rapports d'activité, le S&E participatif simultané de l'impact, les évaluations rurales rapides menées selon une démarche participative et les conclusions des études spéciales menées ponctuellement afin d'établir les rapports annuels sur la performance du projet. Les données servant à élaborer ces rapports annuels proviendront des sources suivantes: l'enquête de référence du projet, les rapports d'activité semestriels rendant compte des aspects financiers et matériels de la mise en œuvre de chaque composante, les dossiers et les rapports concernant le projet établis par les IFP, y compris les "plans d'activité" des emprunteurs, les entretiens qualitatifs auprès des bénéficiaires ciblés et les études de cas menés par le responsable du S&E, et les rapports établis par le personnel du BGP et les conseillers techniques sur les difficultés rencontrées et les stratégies d'organisation du projet pour la composante dont chacun d'entre eux assure la responsabilité de l'exécution. Les rapports annuels sur la performance alimenteront les ateliers d'examen et de planification réunissant chaque année les parties prenantes. Les conclusions de ces ateliers seront prises en compte dans le plan de travail et budget de l'année suivante, bouclant ainsi le cycle de planification et d'exécution participatives induites par la demande.
26. En ce qui concerne la gestion des savoirs, le BGP sera chargé d'élaborer une stratégie de communication et de constituer ensuite une documentation concernant les effets des activités menées au titre du projet. Des crédits ont été prévus au budget du projet afin de financer trois types d'activités: la production de documents à l'intention des médias, l'élaboration, l'impression et la diffusion de supports pédagogiques pour la modernisation de la filière laitière, et la création d'un site Web du projet. Lorsque ce dernier touchera à sa fin, le personnel du BGP, les représentants des bénéficiaires et ceux des IFP et des autres partenaires d'exécution non financiers (par exemple, les instituts et les universités) analyseront les nouveaux documents afin de mettre à jour, d'étoffer et de valider les supports de vulgarisation technique ainsi que de rédiger un manuel de gestion sur la production et la transformation du lait. Ce manuel, disponible en version imprimée et électronique, sera diffusé auprès des parties prenantes du projet et mis à disposition des systèmes de publication des organisations, l'objectif étant de développer le secteur laitier.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

27. Une évaluation des capacités et des risques en matière de gestion financière a été réalisée conformément aux lignes directrices arrêtées par la Division du Contrôleur et des services financiers du FIDA. Globalement, le risque relatif à la gestion financière est jugé élevé. La dernière note attribuée au pays par Transparency

international, soit 1,7, dénote un risque intrinsèque de corruption élevé. L'administration publique est globalement centralisée. Les rapports d'analyse émanant des donateurs partenaires indiquent que la gestion économique et la gouvernance se caractérisent par une relative opacité, et que la possibilité qu'ont les citoyens de s'exprimer et de participer est limitée. Ces éléments figurent parmi les obstacles à la responsabilisation de l'action publique et peuvent se traduire par une aggravation du risque de recherche de situation de rente et de corruption.

28. L'un des principaux points forts du Programme de réforme de la gestion des finances publiques est le compte du Trésor unique récemment mis en place pour centraliser toutes les opérations financières de l'État ouzbek. Des faiblesses importantes sont en revanche signalées en ce qui concerne les pratiques de passation des marchés publics et les modalités d'organisation des activités nationales d'audit et de surveillance.
29. Quatre-vingt-douze pour cent des fonds du projet appuieront les investissements dans la finance rurale. Les fonds seront versés aux bénéficiaires ciblés par l'intermédiaire de banques commerciales et des IFP. Ces dernières sont des protagonistes essentiels du projet dans lequel elles jouent un rôle important, compte tenu de l'environnement fiduciaire difficile, en faisant en sorte que les fonds parviennent aux bénéficiaires prévus et en obtenant des assurances quant à leur utilisation finale. Des risques fiduciaires sont susceptibles de survenir en raison d'un manque de viabilité financière de ces IFP découlant de facteurs internes ou extérieurs: fraude, détournement des fonds rétrocédés à des emprunteurs secondaires qui ne remplissent pas les conditions requises dans le cadre du PDFL, ou utilisation non conforme des fonds par les emprunteurs secondaires auxquels ils sont rétrocédés.
30. Les mesures spécifiques prises pour atténuer les risques fiduciaires comprennent un suivi spécifique, donnant lieu à l'établissement de rapports adaptés, des fonds versés par l'intermédiaire des IFP, de la santé financière des IPF et de l'utilisation et du remboursement des fonds qui leur sont avancés afin qu'ils les rétrocèdent sous forme de prêts. En outre, les audits internes fondés sur les risques seront examinés à intervalles réguliers en application des dispositifs de contrôle interne, et des audits externes annuels seront organisés dans le respect des Directives du FIDA relatives à l'audit des projets.

E. Supervision

31. Un plan de supervision couvrant la période qui s'étend jusqu'à l'examen à mi-parcours sera arrêté au démarrage du projet. Celui-ci sera directement supervisé par le FIDA, qui conduira notamment des activités de supervision de la gestion financière fondée sur les risques et des examens des opérations couvrant un échantillon aléatoire d'activités du projet, qui seront effectués au cours de la deuxième et de la quatrième année par des auditeurs indépendants dont le mandat aura l'agrément du FIDA.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

32. On estime à 39,4 millions d'USD le montant total des dépenses d'investissement et des coûts récurrents du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, comme il est indiqué au tableau 1. Les provisions pour aléas d'exécution et pour aléas financiers représentent environ 1% du coût total du projet. La part en devises est estimée à 21 millions d'USD, soit quelque 56% du coût total, tandis que les droits et taxes représentent environ 0,3 million d'USD (0,8%). Les fonds alloués à la gestion du projet correspondent à environ 3% du coût total du projet.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

	<i>Don du FIDA</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Gouvernement</i>		<i>IFP</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
A, Renforcement des capacités et de l'innovation dans les filières laitières												
1, Renforcement des capacités et de l'innovation dans les filières laitières	-	-	650,0	100,0	-	-	-	-	-	-	650,0	1,6
2, Expérimentation d'innovations technologiques	-	-	400,0	82,0	87,8	18,0	-	-	-	-	487,8	1,2
3, Fonctionnement durable du FCPP	700,0	100,0	-	-	-	-	-	-	-	-	700,0	1,8
Sous-total: renforcement des capacités et de l'innovation dans les filières laitières	700,0	38,0	1 050,0	57,0	87,8	5,0	-	-	-	-	1 837,8	4,7
B, Financement du développement de la production et de la transformation laitières												
1, Élaboration de plans d'investissement stratégique pour les filières laitières	-	-	150,0	100,0	-	-	-	-	-	-	150,0	0,4
2, Utilisation profitable des fonds à investir dans les filières laitières	-	-	21 737,0	60,0	-	-	7 245,7	20,0	7 245,7	20,0	36 228,3	91,9
Sous-total: financement du développement de la production et de la transformation laitières	-	-	21 887,0	60,2	0,0	-	7 245,7	19,9	7 245,7	19,9	36 378,3	92,3
C, Gestion du projet	-	-	966,3	80,9	227,9	19,1	-	-	-	-	1 194,2	3,0
Total	700,0	1,8	23 903,3	60,7	315,7	0,8	7 245,7	18,4	7 245,7	18,4	39 410,3	100,0

∞

B. Financement du projet

33. Le prêt du FIDA, d'un montant de 23,9 millions d'USD (60,7% du coût total du projet) servira à financer 57% de la composante visant à assurer le "renforcement des capacités et de l'innovation dans les filières laitières" (1,75 million d'USD) et 60% de la composante visant à assurer le "financement du développement de la production et de la transformation laitières" (21,89 millions d'USD) et 81% de la composante visant à assurer la "gestion du projet" (0,97 million d'USD). Le don du FIDA, d'un montant de 0,7 million d'USD, servira à prendre en charge l'intégralité du coût du FCPP.
34. Les bénéficiaires apporteront environ 7,25 millions d'USD sous forme de cofinancement des investissements totaux dans la finance rurale (contribution de 20% au moins). Les IFP contribueront à ces investissements avec un financement parallèle en faveur du secteur à hauteur d'environ 7,25 millions d'USD (contribution de 20%).
35. La contribution du gouvernement couvrira les droits et taxes sur l'ensemble des éléments du projet financés au moyen du prêt et du don du FIDA (0,3 million d'USD).

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et source de financement
 (en milliers d'USD)

	Don du FIDA		Prêt du FIDA		Gouvernement		IFP		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement												
A. Équipement et biens	-	-	30,0	82,0	6,6	18,0	-	-	-	-	36,6	0,1
B. Véhicules	-	-	23,3	82,0	5,1	18,0	-	-	-	-	28,4	0,1
C. Assistance technique												
Internationale	188,5	55,7	150,0	44,3	-	-	-	-	-	-	338,5	0,9
Nationale	200,0	44,4	250,0	55,6	-	-	-	-	-	-	450,0	1,1
Sous-total: assistance technique	388,5	49,3	400,0	50,7	-	-	-	-	-	-	788,5	2,0
D. Formation	311,5	43,8	400,0	88,1	-	-	-	-	-	-	711,5	1,8
E. Mise au point de technologies axées sur la demande	-	-	400,0	82,0	87,8	18,0	-	-	-	-	487,8	1,2
F. Financement des filières laitières												
i. Prestataires de services et fournisseurs d'intrants	-	-	5 040,0	60,0	-	-	1 680,0	20,0	1 680,0	20,0	8 400,0	21,3
ii. Paysans <i>dehkan</i>	-	-	9 017,0	60,0	-	-	3 005,7	20,0	3 005,7	20,0	15 028,3	38,1
iii. Paysans du secteur privé	-	-	2 280,0	60,0	-	-	760,0	20,0	760,0	20,0	3 800,0	9,6
iv. Transformateurs de produits laitiers	-	-	5 400,0	60,0	-	-	1 800,0	20,0	1 800,0	20,0	9 000,0	22,8
Sous-total: financement des filières laitières	-	-	21 737,0	60,0	-	-	7 245,7	20,0	7 245,7	20,0	36 228,3	91,9
Total: dépenses d'investissement	700,0	1,8	22 990,3	60,1	99,5	0,3	7 245,7	18,9	7 245,7	18,9	38 281,1	97,1
II. Coûts récurrents												
A. Salaires	-	-	525,0	80,0	131,0	20,0	-	-	-	-	656,0	1,7
B. Fonctionnement et entretien	-	-	68,0	82,0	14,9	18,0	-	-	-	-	82,9	0,2
C. Autres dépenses de fonctionnement	-	-	320,0	82,0	70,2	18,0	-	-	-	-	390,2	1,0
Total: coûts récurrents	-	-	913,0	80,9	216,2	19,1	-	-	-	-	1 129,2	2,9
Coût total du projet	700,0	1,8	23 903,3	60,7	315,7	0,8	7 245,7	18,4	7 245,7	18,4	39 410,3	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

36. Environ 12 000 ménages devraient bénéficier de ce projet , qui comportera différents investissements et activités complémentaires. Sur ce total, environ 9 000 seront des paysans dehkan qui feront appel à plus d'une trentaine de centres de ramassage du lait fonctionnant avec le concours du projet , et bénéficieront d'une formation et de conseils techniques en matière de santé, d'alimentation et de bien-être des animaux et d'hygiène et de traitement du lait, et qui prendront connaissance des innovations technologiques diffusées dans le cadre du PDFL. Ce nombre d'utilisateurs/bénéficiaires sera atteint au terme du cycle d'investissement du projet (6^e année), les groupes concernés étant de plus en plus nombreux. Il s'agit d'une façon très rationnelle et économique de répondre aux besoins des petits paysans en fonction de la demande.
37. Les principaux résultats mis en évidence par l'analyse financière sont les suivants: i) une augmentation significative des rendements bruts et nets dans chacun des modèles testés, par rapport aux rendements qui seraient obtenus en l'absence du projet ; et ii) des ratios coûts-avantages substantiels qui illustrent l'intérêt financier des investissements. Les valeurs actuelles nettes sont comprises entre 3 350 USD et 307 254 USD, et les taux internes de rentabilité entre 20% et plus de 92%.

D. Durabilité

38. L'estimation de la durabilité des investissements du projet repose sur les éléments suivants: i) on escompte que le renforcement des capacités aura un impact pérenne sur la formation du capital social et humain au sein des groupes cibles qui ont été définis. Ces activités comprennent: la constitution de groupements de paysans à l'échelle de la mahalla (quartier ou collectivité locale); le renforcement des capacités entrepreneuriales au sein des groupes cibles; et l'amélioration des capacités opérationnelles des vétérinaires libéraux, des autres prestataires de services, des fournisseurs d'intrants et des prestataires de services financiers. Ce renforcement du capital humain et social représente un effet et un impact tangibles des investissements à réaliser dans le cadre du projet ; ii) le principe d'auto-ciblage et de réponse à la demande qui caractérise l'intervention; et iii) la perspective de poursuite des investissements dans des entreprises agricoles viables et de consolidation des filières laitières, l'accès aux financements devenant plus facile. On peut s'attendre à ce que les entreprises privées viables et compétitives créées dans le cadre du projet réussissent et se développent.

E. Identification et atténuation des risques

39. L'un des principaux risques qui pèsent sur la mise en œuvre du projet a trait à une éventuelle insuffisance des éléments susceptibles d'inciter les différents acteurs des filières et bénéficiaires à participer aux activités relevant du projet. Les mesures d'atténuation comprennent une analyse participative approfondie des possibilités de production et des débouchés, des intrants, des autres obstacles et des risques financiers effectifs, déterminés sur la base de plans d'activité suffisamment solides. Il est également prévu de mener une vaste campagne d'information afin de faire connaître les objectifs et la portée du projet et d'apporter un appui initial à la constitution de groupements d'agriculteurs au niveau des mahalla. L'élaboration du programme de travail et la mise en place précoce du FCPP permettront de remédier aux obstacles à caractère global et institutionnel.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

40. Les résultats attendus du PDFL, qui sont parfaitement conformes à l'objectif général du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 ainsi qu'aux politiques du FIDA en matière de ciblage, d'intégration des questions de parité hommes-femmes, de finance rurale et de changement climatique, seront réalisés en prenant pleinement en considération les nouvelles procédures d'évaluation sociale, environnementale et

climatique. Le projet repose sur des activités et des investissements essentiels en matière de formation, d'assistance technique, d'éducation et de mise au point et de diffusion de technologies. Il favorisera des conditions de mise en œuvre prenant en considération les questions de parité entre les sexes et porteuses dans le cadre des composantes de promotion de l'agriculture et des activités de transformation. Pour respecter les principes du FIDA en matière de ciblage, les femmes rurales, les femmes chefs de famille, les chômeurs et les jeunes vivant en milieu rural seront à même de participer aux activités du projet.

41. Le projet est classé dans la catégorie B, car il est établi que les activités menées sur le terrain ne devraient entraîner que de rares répercussions négatives sur l'environnement. Les investissements dans l'amélioration de la production fourragère, la production végétale et animale intelligente face au climat et l'industrie agroalimentaire et la finance vertes devraient produire des effets favorables. Le projet vise à atténuer la pression exercée sur les ressources naturelles en faisant adopter des pratiques de gestion de ces ressources plus respectueuses de l'environnement et en diversifiant les moyens de subsistance. Ces initiatives amélioreront aussi la capacité d'adaptation des ménages ruraux au changement climatique et réduiront leur vulnérabilité en présence de phénomènes météorologiques extrêmes.

B. Alignement et harmonisation

42. Dans le but d'éviter le chevauchement des initiatives et de favoriser les complémentarités, tout en tirant profit des meilleures pratiques dans le domaine de l'élevage et de l'entreprise ainsi que des innovations technologiques, la stratégie globale d'intervention reposera sur les éléments suivants: i) partenariats avec le secteur privé à vocation commerciale du pays et avec les universités et les instituts de recherche et développement locaux, en particulier dans la perspective du développement des services d'assistance technique et des circuits commerciaux; ii) harmonisation avec les autres donateurs et acteurs, tels l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque asiatique de développement, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et l'Agence allemande de coopération internationale; et iii) respect de l'ensemble des principes inscrits dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. En pratique, l'harmonisation et la coordination sectorielle seront assurées dans le cadre du FCPP qu'il est proposé de mettre en place pour promouvoir la concertation nationale sur les partenariats public-privé. Le projet est conforme aux éléments essentiels de la seconde phase de la Stratégie d'amélioration de la qualité de vie.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

43. Le projet proposé adopte une démarche de recherche-action axée sur l'expérimentation et la démonstration sur le terrain dans le cadre d'interventions susceptibles de se prêter à une reproduction à plus grande échelle (au cours de l'exécution du projet ou par la suite). L'expérience de la mise en œuvre et les enseignements dégagés dans le cadre du projet faciliteront l'élargissement ou la reproduction des opérations dans d'autres parties de l'Ouzbékistan, comme la région limitrophe du Sourkhandaria. Il existe aussi d'importantes perspectives de reproduction à plus grande échelle et de synergie en relation avec les programmes qui seront ultérieurement menés par les donateurs.

D. Participation à l'élaboration des politiques

44. Le projet met l'accent sur les perspectives d'amélioration des moyens de subsistance des populations rurales. À cet égard, la consolidation d'un environnement favorable au développement du secteur privé figure parmi les éléments clés des discussions que le FIDA mène avec le gouvernement et les principaux partenaires du développement au niveau national. Sur le plan des politiques, cela suppose: la réorientation progressive des politiques d'exportation

afin de passer des matières premières à des produits à forte valeur ajoutée, ce qui profitera aux petits producteurs; la poursuite de la libéralisation de l'économie, en mettant l'accent sur le renforcement de la propriété privée et la protection des droits de propriété; l'agriculture et l'adaptation au changement climatique; et le développement du secteur financier rural. L'approche opérationnelle retenue pour influencer sur l'évolution des politiques consiste à montrer l'exemple dans le cadre des projets d'investissement auxquels le Fonds apporte son concours.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

45. Un accord de financement entre la République d'Ouzbékistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe à l'appendice I.
46. La République d'Ouzbékistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
47. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République d'Ouzbékistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à dix-sept millions de droits de tirage spéciaux (17 000 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République d'Ouzbékistan un don d'un montant équivalant à cinq cent mille droits de tirage spéciaux (500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)

"Dairy Value Chains Development Project (DVCDP)"

(Negotiations concluded on 10th September 2015)

Loan number: _____

Grant number: _____

Project Title: Dairy Value Chains Development Project (the "Project")

The Republic of Uzbekistan (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and collectively the "Parties")

agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a loan (the "Loan") and a grant (the "Grant") to the Borrower/Recipient (collectively the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4.
 - A. The amount of the Loan is seventeen million Special Drawing Rights (SDR 17 000 000).
 - B. The amount of the Grant is five hundred thousand Special Drawing Rights (SDR 500 000).
5. The Loan shall be extended on Blend Terms, as defined in Paragraph 15(a)(iii) of the Policies and Criteria for IFAD Financing dated 14 February 2013.
6. The Loan Service Payment Currency for the Loan shall be US dollar.
7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

8. Payments of principal, interest and service charge of the Loan shall be payable on each 15 May and 15 November.
9. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the provisions of the Fund's Project Procurement Guidelines dated September 2010, as may be amended from time to time by the Fund.
10. The Borrower/Recipient shall provide to the Project counterpart financing in sufficient amount to cover taxes and social charges associated with the implementation of the Project.

Section C

11. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture and Water Resources of the Borrower/Recipient (the "MAWR").
12. The following is designated as an additional Project Party: the Rural Restructuring Agency (the "RRA").
13. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

14. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) the Project Management Office (the "PMO") as referred to in Schedule 1 to this Agreement shall have been duly staffed;
 - (b) an accounting software acceptable to the Fund shall be configured for the use with the Project; and
 - (c) the Project Implementation Manual (the "PIM") as referred to in Schedule 1 to this Agreement shall have been duly approved.
15. The following is designated as additional specific conditions precedent to withdrawal under category 5 as referred to in Schedule 2: at least one (1) Subsidiary Loan Agreement (the "SLA") as referred to in Schedule 1 to this Agreement shall have been duly concluded and executed.
16. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance
5 Mustaqillik Square
Tashkent 100008, Republic of Uzbekistan

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural Development

Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one for the Borrower/Recipient and one for the Fund.

REPUBLIC OF UZBEKISTAN

Authorized Representative
Title

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Population. The Project shall benefit (i) dehqan farmers; (ii) private farmers producing milk and forage; (iii) local entrepreneurs holding small-to-medium dairy processing units; (iv) provincial dairy sector input suppliers and service providers; (v) national scientific and academic institute staff; and (vi) the rural unemployed for whom the Project is expected to create employment opportunities at farm and processing levels of targeted dairy value chains. The Project Area shall be Jizzakh and Kashkadarya provinces.

2. Goal. The goal of the Project shall be to improve the livelihood of rural people in the Project Area.

3. Objectives. The objective of the Project shall be to increase the productivity, competitiveness and market access of domestic dairy products.

4. Components. The Project shall consist of three (3) components: (i) Dairy Value Chain Capacity Building and Innovation; (ii) Dairy Production and Processing Development Financing; and (iii) Project Management.

4.1. Component 1: Dairy Value Chain Capacity Building and Innovation
This Component aims to provide support to the Target Population in order to establish their capacity for sustainable, efficient milk production, processing and marketing. Component 1 is composed of three (3) sub-components as follows:

Sub-component 1.1: Dairy Value Chain Stakeholder Capacity Building. This sub-component, in coordination with the PMO supported by national and international Technical Assistance (TA), shall deliver tailored technical and business management training to (i) dehqan farmers, particularly female livestock owners and managers; (ii) private farmers; (iii) input supply and service providers; and (iv) dairy agroprocessors.

Sub-component 1.2: Technology Innovation. This sub-component shall support the development of innovative, demand-driven milk production and processing and food safety technologies through participatory on-farm/factory applied research and technology demonstration, delivered by national academic/research institutions, private companies or non-governmental organizations (NGOs).

Sub-component 1.3: Forum for Private-Public Collaboration (FPPC). This sub-component shall support the establishment of an iterative process of consultation and permanent learning and partnership through Provincial Fora. The FPPC shall involve male and female stakeholders of all relevant private and public actors engaged in the dairy sector in each targeted oblasts.

4.2. Component 2: Dairy Production and Processing Development Financing

This Component aims at increasing profitably the productivity and efficiency along targeted smallholder-inclusive dairy value chains, and enabling Participating Financial Institutions (the "PFIs") to increase their investment in profitable dairy value chains in the Project Area. It is composed of two (2) sub-components as follows:

Sub-component 2.1: Dairy Value Chain Investment Plans (the "IPs"). The Project shall recruit business advisory service provider(s), who, with the PMO and FPPC support, shall invite dairy value chain "Lead Enterprise" (the "LE") processors to submit competitive proposals for dairy value chain development. Following a criteria-based evaluation of those LE proposals, the service providers shall prepare IPs for the selected dairy value chains and assist LEs and associated value chain participants to prepare bankable investment proposals at key points along the value chain.

Sub-component 2.2: Dairy Value Chain Investment Fund. This sub-component shall co-finance bankable IPs identified in sub-component 2.1 above through a competitive and criteria-based selection mechanism. It will include support for Borrower/Recipient's policy for veterinary service privatization and will operate through an investment fund with four dedicated financing windows (namely, Dehkan Farms, Private Farms, Dairy Processors and Private Input Suppliers and Service Providers). Under this sub-component, at least twenty percent (20%) of the costs shall be financed by contributions made by beneficiaries. PFIs shall provide parallel financing in the amount of at least twenty percent (20%) of the costs.

4.3. Component 3: Project Management

This Component shall support Project management as outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

5. Lead Project Agency. The MAWR shall have the overall responsibility for the execution of the Project.

6. Interagency Council (the "IC"). The IC for Cooperation with International Financial Institutions, Foreign Government Agencies and Donor Countries in Implementation of Large-scale and Strategically Important Investment Projects shall afford the overall responsibility for the implementation and oversight of the Project, and shall provide guidance and direction to the Lead Project Agency.

7. PMO. A PMO shall be in place for the day-to-day Project implementation and coordination, including, inter alia, (i) Project planning; (ii) financial administration, including budgeting, procurement, accounting, disbursement and internal audit; (iii) monitoring and evaluation; and (iv) providing, as appropriate, implementation support to the Project's implementing partners and PFIs, Project-supported LEs and other entities active in the dairy value chain and, ultimately, to the Project's primary target groups of dehkan and private dairy farmers. The PMO shall be headed by a Project Director and comprise in addition a Chief Accountant, a Procurement Officer, a Dairy Value Chain Coordinator, a Rural Finance Project Coordinator, a Monitoring and Evaluation Officer, a Gender Specialist, an Administrative Assistant/Translator and a Driver. The Project Director and other professional staff of the PMO shall be contracted, through procedures acceptable to the Fund, on an open, transparent and competitive basis and have qualifications and experience commensurate with their duties. The recruitment and removal of the Project Director or the chief accountant shall be subject to the concurrence between the Fund and the Borrower/Recipient.

8. Project Director. The Project Director, as the Head of PMO, shall work full-time for the Project, and shall have no additional responsibilities within any other government agency. The major responsibilities of the Project Director shall be to ensure that Project Parties deliver activities in line with the Project approach, operating schedules and procedures. The Project Director shall be provided with adequate executive authorities and accountabilities through a Decision of the RRA.

9. The PMO shall coordinate the work of competitively selected private service providers and PFIs who shall interact with value chain actors on planning and financial matters.
10. Subsidiary Loan Agreements (the "SLAs"): SLAs shall be concluded between the Borrower/Recipient, the RRA and PFIs providing the terms, conditions and procedures for PFIs' participation in the Project, including investment guidelines and operational guidance specifying targeted sub-sectoral allocations and targeted beneficiaries. The Fund's no-objection shall be sought for SLAs.
11. Project Implementation Manual (the "PIM"). The PMO shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund and submit it for approval to the Lead Project Agency. When so approved, a copy of the PIM shall be provided to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.
12. Mid-Term Review (the "MTR"). An MTR shall be conducted at the end of the third Project Year, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of the Project and make recommendation and necessary adjustments for the remaining period of disbursement. The MTR shall be carried out jointly by the RRA and the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

Allocation of the Loan and Grant Proceeds.

(a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and Grant; the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category.

Category	Loan Amount Allocated (SDR)	Grant Amount Allocated (SDR)	% of Expenditures to be financed
1. Equipment, Goods and Vehicles	38 000 285 000		See notes below
2. Consultancies	285 000	222 000	
3. Training	285 000		
4. Goods, Services and Inputs			
5. Credit	3 585 000		
a) Dekhan Farmer Finance	6 412 000 1 622 000		
b) Private Farmer Finance			
c) Private Service and Input Supplier Finance	3 840 000		
d) Dairy Processor Finance			
6. Operational Costs	648 000		
Total	17 000 000	500 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Expenditures under Categories 1 and 2 shall be financed 100% by the Financing, excluding taxes which shall be financed by counterpart financing.

Expenditures under Category 3 shall be financed 100% by the Financing, excluding taxes

Category 4 includes expenditures on Goods, Services, and Inputs for the sub-component on demand driven technology development. These shall be financed 100% by the Loan excluding taxes.

Category 5 includes Dairy Value Chain Financing channelled through PFIs. Beneficiaries shall co-finance 20% of total expenditures under this category, including taxes. PFIs shall provide parallel financing of 20% of total expenditures under this category, including taxes.

Category 6 includes salaries of full time Project staff and office expenses of the PMO.

Logical framework (Cadre logique)

Narrative Summary	Key Performance Indicators ¹	Means of Verification ²	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
To improve the livelihood of rural people (women and men) in Uzbekistan.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 12,000 rural households (approximately 60,000 individuals) in the project area increase their index of household assets ownership by 30% (disaggregated by gender, farm household and youth categories)³. ▪ At least 10% reduction in the prevalence of child malnutrition, as compared to baseline¹. ▪ Number of households receiving project services. ▪ Number of people receiving project services. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ RIMS baseline and impact surveys ▪ Mid-term review ▪ Implementation completion report 	
Project Development Objective:			
Productivity, competitiveness, commercial farmer linkages and market access of smallholder dairy farms increased	<ul style="list-style-type: none"> ▪ The value of milk sold by dehkan and private commercial farms in project districts increased by 40%; ▪ 2,000 decent jobs created (40% women) through dairy-related farm work/ processing-unit expansion and new rural enterprises; ▪ 75% of DVCDP-invested agro-enterprises operating profitably⁴ two years post investment. (30 % invested by women⁵) ▪ 6,000 tonne CO₂ mitigation impact over 10 years (based on EX-ACT analysis) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project baseline study, mid-term review and implementation completion report ▪ Specialised (qualitative/quantitative) thematic studies, and household income surveys as agreed at project supervisions. ▪ Progress in achievement of CO₂ mitigation impact calculated at mid-term and completion (EX-ACT analysis) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Government policies/ and rural economic reforms supporting dehkan farmers, private sector development and the livestock sector are implemented (A) ▪ Overall political stability, and a conducive macro-economic framework (A) ▪ Regional free trade agreements place pressure on domestic milk price (R) ▪ Epidemic disease situation in the country remains stable (A)

¹ Baseline values will be established by the baseline survey to be conducted at project start-up

² Provision of means of verification will be the responsibility of the Project Management Unit through its M&E Section

³ Results and impact management system-RIMS anchor indicator

⁴ IRR > 12%

⁵ Women-headed households and enterprise owners, women involved in key enterprise management decision-making and small processing units run by women

Narrative Summary	Key Performance Indicators ¹	Means of Verification ²	Assumptions (A) / Risks (R)
<p>OUTCOME 1: Dairy Value Chain Capacity and Innovation Built</p> <p>Capacity for sustainable, efficient milk production, processing and marketing established.</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ At least 25% increase in average milk yield from a base of 2.0 tonnes/cow/annum at project inception to 2.5 tonnes/cow/annum by PY6; ▪ FPPC self-managed and financed under leadership of national and regional farmer and business NGOs and associations. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project baseline study, mid-term review and implementation completion report; ▪ Project's M&E records and reports ▪ Government's national, regional and local production data ▪ Targeted field studies and surveys as agreed at project supervisions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lack of incentives on the part of the various value chain actors to participate in the project's activities and financing (R) ▪ Effective / timely availability of specialised technical assistance (A) ▪ Producer-Processor contractual obligations not fully observed (R)
<p>OUTCOME 2: Dairy Production and Processing Development Financed</p> <p>Productivity and efficiency along targeted, smallholder-inclusive dairy value chains profitably increased</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Portfolio at risk below 10%⁶; ▪ At least 30 profitable⁴ milk collection centres (MCCs) operational; ▪ 50 per cent increase in milk sales to commercial processors in project area. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Project baseline study, mid-term review and implementation completion report ▪ Commercial Bank records ▪ Central Bank supervision reports ▪ Project M&E records ▪ Targeted field studies and surveys as agreed at project supervisions 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Banking/ financial market norms and regulatory framework, conducive to expanded rural financial outreach and inclusion (A) ▪ Political interference in the selection of Financial Service Providers (FSPs) (R)

⁶ RIMS 1st level indicator